

INDE

**Les êtres humains ne peuvent
être réduits à des pions sur
un échiquier politique**

Index AI : ASA 20/07/00

Amnesty International a fait part aujourd'hui (mardi 21 mars 2000) de sa préoccupation concernant l'homicide dont ont été victimes, lundi soir près de Srinagar, 36 sikhs aux mains d'hommes armés dont on ignore l'identité. Déplorant la mort de ces innocents, l'Organisation a souligné que ces homicides avaient sans doute pour objectif, alors que le président des États-Unis Bill Clinton arrivait en Inde, d'attirer l'attention sur la situation explosive qui règne dans l'État de Jammu-et-Cachemire.

« Une fois encore, des êtres humains ont été tués à des fins politiques, a déploré Amnesty International. Le conflit au Cachemire a déjà coûté trop de vies. Toutes les parties, qu'il s'agisse du

gouvernement ou des groupes armés, ont contribué aux atteintes aux droits humains dont sont victimes depuis trop longtemps les civils. Il faut mettre fin à cela. »

L'identité des tueurs demeure incertaine en raison des informations contradictoires en provenance de l'État de Jammu-et-Cachemire. Le directeur général de la police, Gurbachan Jagat, a déclaré qu'une trentaine de rebelles musulmans portant des uniformes de l'armée indienne et s'exprimant en ourdou s'étaient rendus dans le village de Chadisinghpooora. Annonçant aux habitants, en majorité sikhs, qu'ils effectuaient une opération de ratissage, les rebelles auraient séparé les hommes et les femmes puis abattu

36 hommes et garçons.

Le ministre indien de l'Intérieur, L. K. Advani a évoqué un « projet délibéré » des groupes armés de « nettoyer » l'État de sa minorité sikhe. « Jusqu'à maintenant, les militants ont pris pour cible la communauté hindoue et ont tout fait pour qu'elle se retire de la vallée du Cachemire. Ils semblent désormais avoir pour objectif que les sikhs entament eux aussi un processus de migration ».

Aucun groupe armé n'a encore revendiqué la responsabilité de ces homicides délibérés et arbitraires, qui ont été condamnés par plusieurs partis politiques cachemiris. Mirvais Moulvi Umar Farooq, dirigeant spirituel cachemiri et porte-parole de la All Parties Hurriyat Conference (Conférence multipartite Hurriyat) - coalition de 23 partis politiques, a condamné ces homicides en affirmant qu'ils avaient été commis par les forces de

sécurité de l'État pour discréditer le mouvement séparatiste.

Le gouvernement indien, quant à lui, a imputé la responsabilité de cette attaque au Hizb ul Mujahideen (Parti des moudjahidin) et à la Lashkar-e-Taiba (Armée de Taiba). Le porte-parole du Parti des moudjahidin a cependant fait la déclaration suivante : « Les moudjahidin n'ont rien contre la communauté sikhe, qui approuve notre lutte. Nous donnons l'assurance aux sikhs qu'ils n'ont et n'auront jamais rien à craindre des Cachemiris qui luttent pour la liberté ».

Amnesty International exhorte le gouvernement de l'État de Jammu-et-Cachemire à ordonner l'ouverture d'une enquête judiciaire, indépendante et impartiale, sur les événements de lundi, en vue de déférer à la justice les personnes soupçonnées d'être responsables de ces

agissements.

Depuis plus d'une dizaine d'années, la situation des droits humains dans l'État de Jammu-et-Cachemire est préoccupante : de nombreux cas de torture, de mort en détention et d'exécution extrajudiciaire y sont signalés chaque année. Actuellement, la totalité des dirigeants de la Conférence multipartite *Hurriyat* sont en détention provisoire pour avoir appelé, de manière pourtant pacifique, au boycottage des élections en automne 1999.

Mirvais Moulvi Umar Farooq a été placé en résidence surveillée le 20 mars et Shabir Shah, président du *Jammu and Kashmir Democratic Freedom Party* (Parti démocratique de la liberté de Jammu-et-Cachemire), a été arrêté le 19 mars parce que les autorités craignaient que les deux hommes n'organisent des manifestations lors de la visite du président Bill Clinton en Inde. Amnesty International considère que Mirvais Moulvi Umar Farooq et Shabir Shah sont des prisonniers d'opinion détenus uniquement pour avoir exprimé, de manière non

Complément d'information

violente, leurs opinions politiques. L'Organisation appelle les autorités à les libérer immédiatement et sans condition.

Les groupes armés ont également commis de nombreuses atteintes aux droits humains dans cet État. Ils se seraient rendus coupables notamment d'homicides contre des membres des minorités hindoues, en particulier dans le district de Doda et Udampur, dans le sud de l'État. Amnesty International a appelé à plusieurs reprises les groupes armés à respecter les normes du droit international humanitaire, qui interdisent la torture, la prise d'otage et l'homicide contre la personne d'un civil non armé dans une zone de conflit armé. L'attaque de lundi est la première signalée contre la communauté sikhe n

Pour obtenir plus d'information, appelez le service de presse d'Amnesty International à Londres au 44 171 413 5566, ou consultez notre site à l'adresse suivante : <http://www.amnesty.org>